

Principes de microéconomie

Chapitre 2 : Biens publics et ressources communes



Jaouad Madkour

Faculté d'Économie et de Gestion de Tanger · 27 août 2026

Classer les biens

Les biens publics

Les ressources communes

Ce qu'il faut retenir

Classer les biens

Deux questions, quatre catégories

Les deux critères

Un bien est **excluable** si l'on peut empêcher quelqu'un de l'utiliser.

Un bien est **rival** si son usage par l'un réduit ce qui reste aux autres.

Les quatre types de biens

	Rival	Non rival
Excluable	bien privé — un sac de ciment	monopole naturel — un réseau d'eau
Non excluable	ressource commune — un aquifère	bien public — la défense nationale

Là où le marché fonctionne

Tout le raisonnement de *Principes d'économie* portait sur la case en haut à gauche : des biens privés, excluables et rivaux.

Les trois autres cases posent problème, et chacune pour une raison précise. Ce chapitre traite les deux

Les biens publics

Le problème du passager clandestin

Bien public

Un **bien public** est non excluable et non rival : on ne peut empêcher personne d'en profiter, et l'usage de l'un n'enlève rien aux autres.

Passager clandestin

Un **passager clandestin** est quelqu'un qui bénéficie d'un bien sans payer pour l'obtenir.

Comme on ne peut pas l'exclure, il n'a aucune raison de contribuer — et si chacun raisonne ainsi, **le bien n'est pas produit du tout**.

Un feu d'artifice

Une ville de 10 000 habitants valorise chacun un feu d'artifice à 20 dirhams. La valeur totale est donc de 200 000 dirhams, pour un coût de 100 000.

Le feu **devrait** avoir lieu : il crée 100 000 dirhams de valeur nette.

Aucune entreprise privée ne l'organisera pourtant, car elle ne peut faire payer personne : le ciel n'est pas clôturable. Chacun compte sur les autres, et le feu n'a pas lieu.

Application en gestion

La solution habituelle est le financement par l'**impôt** : on force la contribution, précisément parce que la contribution volontaire échoue.

C'est le principe 7 du chapitre 1 de *Principes d'économie*, sous sa forme la plus nette. Défense, éclairage public, recherche fondamentale, lutte contre une épidémie relèvent tous de cette logique.

Combien vaut une vie sauvée

Décider s'il faut construire ce feu d'artifice suppose de connaître ce que chacun est prêt à payer. Or nul n'a intérêt à le déclarer honnêtement : annoncer une valeur faible réduit sa contribution sans réduire son accès.

Pour les grands projets publics — un pont, une route — l'**analyse coûts-bénéfices** tente d'estimer ces valeurs. Elle bute sur des grandeurs qui n'ont pas de prix de marché, et ses résultats sont donc fragiles. C'est une limite honnête de l'exercice, non un défaut de méthode.

Les ressources communes

Ressource commune

Une **ressource commune** est **rivale mais non excluable** : chacun peut s'en servir, et ce qu'il prélève manque aux autres.

La tragédie des communs

Chaque utilisateur reçoit **tout** le bénéfice de son prélèvement, mais n'en supporte qu'une **fraction** du coût, réparti sur l'ensemble.

Chacun prélève donc trop, et la ressource s'épuise — au détriment de tous, y compris de ceux qui l'ont épuisée.

Exemple

Ressource	Manifestation
Nappe phréatique	pompage excessif, salinisation
Stocks de poissons	surpêche, effondrement des captures
Atmosphère	émissions de gaz à effet de serre
Voirie urbaine	congestion aux heures de pointe

Intuition

La tragédie des communs est le chapitre 1 vu sous un autre angle. Celui qui pompe un mètre cube impose aux autres un coût qu'il ne paie pas : la nappe baisse pour tout le monde.

Le diagnostic est le même — coût privé inférieur au coût social — et les remèdes aussi.

Trois voies

1. **Réglementer** l'accès : quotas de pêche, tours d'eau, péage urbain.
2. **Taxer** l'usage, ce qui internalise le coût imposé aux autres.
3. **Attribuer des droits de propriété**, ce qui transforme la ressource en bien privé.

La privatisation ne convient pas toujours

Découper une forêt en parcelles rend chaque propriétaire soucieux de la sienne, et cela fonctionne.

On ne découpe en revanche ni l'atmosphère ni un banc de poissons migrateurs. Pour ces ressources, seules la réglementation internationale et les marchés de permis restent praticables — et leur difficulté est politique autant qu'économique.

Intuition

Elinor Ostrom a montré que de nombreuses communautés gèrent durablement des ressources communes **sans** privatisation ni État, par des règles locales, une surveillance mutuelle et des sanctions graduées.

Ces arrangements supposent un groupe restreint, stable, et capable de faire respecter ses propres règles. Ils échouent à grande échelle — mais ils rappellent que le choix ne se limite pas au marché ou à l'État.

Ce qu'il faut retenir

Cinq points

1. Deux critères — **excluable**, **rival** — définissent quatre catégories de biens.
2. Un **bien public** est non excluable et non rival : le **passager clandestin** empêche sa production privée.
3. Une **ressource commune** est rivale et non excluable : la **tragédie des communs** l'épuise.
4. Les deux cas sont des externalités, et appellent les mêmes remèdes : réglementer, taxer, ou définir des droits.
5. Estimer la valeur d'un bien public reste difficile, faute de prix de marché.

La suite

Biens publics et remèdes aux externalités ont un point commun : ils supposent des recettes fiscales.

Le chapitre 3 examine donc comment on lève l'impôt — et à quel coût, en reprenant la perte sèche du chapitre 8 de *Principes d'économie*.